



Proche et Moyen-Orient — Analyse

À Gaza, « la guerre sanglante est peut-être terminée, mais une autre commence »

Un peu plus de deux mois après la signature du cessez-le-feu entre Israël et le Hamas, le passage à la deuxième phase d'une sortie de guerre est évoqué. La première, cependant, est loin d'avoir tenu toutes ses promesses. L'hiver s'ajoute à toutes les détresses, tandis qu'Israël grignote le territoire.

Gwenaelle Lenoir

20 décembre 2025 à 18h13

Sous un ciel sombre, les bourrasques d'un vent furieux et la pluie en rafales secouent les tentes. Des hommes s'accrochent aux structures d'un abri précaire, espérant qu'il ne s'envole pas. En vain. La minute suivante, elles s'effondrent sur de pauvres meubles déjà trempés. Plus loin, un enfant d'une dizaine d'années montre en hurlant, rage et désespoir mêlés, la tente de sa famille inondée, les quelques biens détruits. À l'hôpital Al-Shifa, le plus grand de la bande de Gaza, des trombes d'eau tombent des faux plafonds.

Ces dernières semaines, ce type de vidéos a envahi les réseaux sociaux. Les plus récentes remontent au 12 décembre, quand la tempête Byron a frappé le littoral.

L'hiver n'est jamais clément pour le petit territoire côtier, et les pluies abondantes, le froid n'ont pas cessé depuis novembre. Rien de comparable, cependant, avec l'épisode extrême actuel.

La tempête n'a toutefois pas eu les mêmes conséquences pour la bande de Gaza que pour le territoire israélien, seulement quelques kilomètres plus au nord, où les agriculteurs se sont réjouis que les pluies mettent fin à une longue sécheresse.



Un Palestinien fait face à des inondations après les fortes pluies qui ont frappé Deir el-Balah, dans le centre de la bande de Gaza, le 11 décembre 2025. © Photo Ahmed Ibrahim / Zuma-Rea

La fatalité n'a rien à voir avec la nouvelle tragédie qui s'abat sur la population gazaouie. Dans l'enclave palestinienne, près de 800 000 personnes déplacées vivent dans des camps de fortune qui ne résistent pas à ces intempéries. Les sites ne sont pourvus d'aucun système de drainage, ni d'infrastructures pour les eaux usées.

« Nous avons utilisé des sacs de sable pour créer un système de digues, mais la literie et les matelas de nombreuses personnes ont été touchés lorsque l'eau s'est infiltrée à travers les tentes usées », explique Haitham Aqel, chef d'une équipe d'urgence et de secours palestinienne, à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). La défense civile affirme que 90 % des tentes ont été inondées.

Aide et matériel toujours bloqués

Depuis le cessez-le-feu, la population est confinée dans moins de la moitié de la bande de Gaza, l'autre moitié étant le domaine exclusif de l'armée israélienne et de quelques groupes armés à sa solde. Faute de place, nombre de personnes déplacées ont installé leurs tentes dans les ruines d'immeubles, parfois au rez-de-chaussée de bâtiments fragilisés par les bombardements.

Le maire de Khan Younès a fait état, mercredi 17 décembre, sur la chaîne qatarie Al Jazeera, de vingt immeubles détruits par la tempête Byron et d'une vingtaine de personnes tuées. Une centaine de bâtiments

se sont partiellement ou totalement effondrés dans la ville de Gaza, tuant des douzaines de personnes, a décompté la défense civile, qui déplorait le même jour dix-sept Gazaoui·es, dont quatre enfants, mort·es de froid.

Gaza a besoin d'abris, de caravanes, de tentes résistant aux intempéries, de matériaux de construction, d'engins de terrassement, de pelleteuses, de bulldozers, de chargeuses.

« 1,29 million de personnes ont encore besoin d'un abri pour survivre à l'hiver. »

Conseil norvégien pour les réfugiés

Mais rien ou presque n'entre à Gaza. Une étude effectuée par 41 ONG travaillant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza montre que pour 73 % d'entre elles des cargaisons d'importance vitale qui leur étaient destinées ont été empêchées d'entrer dans l'enclave côtière à cause de restrictions imposées par les autorités militaires israéliennes.

« Deux mois après le cessez-le-feu, seules quelques rares fournitures destinées aux abris sont arrivées à Gaza, déplorait le 10 décembre le Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC). En raison de restrictions sévères, l'ONU et les organisations humanitaires internationales n'ont pu acheminer que 15 600 tentes pour 88 000 personnes, alors que 1,29 million de personnes ont encore besoin d'un abri pour survivre à l'hiver. »

Et encore, alors que la tempête Byron était annoncée : *« Les organisations humanitaires internationales restent dans l'impossibilité d'acheminer l'aide et près de 4 000 palettes de matériaux destinés à la construction d'abris ont été refusées. Gaza a un besoin urgent de machines lourdes, d'outils et de matériel pour construire des abris afin d'éviter des inondations catastrophiques. »*

Sollicité par Mediapart, le Cogat, l'organisme militaire israélien chargé de l'administration des civil·es dans les territoires occupés palestiniens, et donc des passages ou interdictions des camions vers la bande de Gaza, affirme le 17 décembre avoir « *facilité le transfert de près de 310 000 tentes et bâches directement aux habitants de la bande de Gaza* » et planifié « *une réponse humanitaire adaptée pour l'hiver à venir* ».

Moins de camions que convenu

Cette dernière risque fort d'arriver – si elle arrive – bien tardivement, et de ne pas comprendre les engins et abris dont la population de Gaza a besoin car, reconnaît le Cogat, se référant à des « *directives de l'échelon politique israélien* », aucune autorisation d'entrée n'est délivrée à des « *unités d'habitation mobiles* » ni à des « *équipements de déblaiement des décombres* ».

L'administration militaire confirme l'existence d'une liste de biens à « *usage double* », civil et militaire, mais n'a pas donné suite à notre demande de nous la communiquer. En fait, des ONG internationales décrivent auprès de Mediapart cette liste comme floue et changeante, et les autorisations ou les refus d'entrée dans la bande de Gaza comme arbitraires. Une partie des pèse-bébés qu'une organisation humanitaire voulait faire entrer dans l'enclave a par exemple été refusée.

« Il n'y a pas un grand changement en ce qui concerne les articles autorisés à entrer, ce sont presque les mêmes qu'avant le cessez-le-feu. La liste n'a pas été élargie, explique Amjad al-Shawa, directeur de la plateforme des ONG palestiniennes, joint à Gaza par Mediapart. L'amélioration se voit dans le domaine de la nourriture. Mais même le nombre de camions n'est pas ce qui avait été convenu : nous dénombrons en moyenne 220 camions, et non 600, comme il avait été convenu. »

L'administration militaire israélienne affirme de son côté que « *600 à 800 camions entrent chaque jour* ». Mais, elle le dit elle-même, seulement 20 % des cargaisons transitent par l'ONU. Or ce sont les Nations unies qui font entrer l'essentiel du fret des grandes ONG internationales, et les biens de base.

« Les prix ne sont pas revenus à la normale, ce sont toujours des prix de guerre. »

Ayham Loubbad, employé d'une ONG palestinienne

L'ONU note que pour la première fois depuis août 2024, 3 500 trousse vétérinaires sont arrivées dans l'enclave, mais aussi que des missions visant à évaluer les dégâts causés au système de recueil et d'épuration des eaux usées, problème sanitaire majeur, ont été refoulées et que les intrants agricoles, y compris les semences, restent du côté israélien des points de passage.

Si le secteur commercial permet aux Gazaoui·es de retrouver de la viande – du poulet pour l'essentiel –, des fruits et des légumes, il est par définition lucratif et vise à faire de l'argent, non à venir en aide à la population.

« *C'est vrai, on voit sur le marché des produits qui en avaient disparu depuis deux ans. Mais qui peut les acheter ? Tout le monde a perdu son emploi, dépensé ses économies pour ceux qui en avaient. Et les prix ne sont pas revenus à la normale, ce sont toujours des prix de guerre. Le poulet, par exemple. Il est désormais disponible sur le marché. Et il coûte entre 16 et 27 euros, contre 2,5 à 5 euros avant la guerre* », témoigne auprès de Mediapart Ayham Loubbad, jeune employé d'une ONG palestinienne.

Un territoire qui rétrécit

Au moins, soupire-t-il, il y a moins de morts. La population peut souffler un peu. « *Mais parallèlement, alors que l'aide humanitaire s'intensifie, les Israéliens continuent leurs attaques contre les Palestiniens presque tous les jours, en tirant sur les quartiers palestiniens et derrière ce qu'ils appellent la "ligne jaune"* », reprend Amjad al-Shawa, le directeur de la plateforme des ONG palestiniennes.

Selon les autorités sanitaires de la bande de Gaza, 395 personnes ont été tuées par l'armée israélienne et 1 088 blessées, depuis la cessation des hostilités le 11 octobre. Un nombre certes considérablement inférieur à celui des mois précédents, mais qui correspond à 738 violations du cessez-le-feu par la partie israélienne. Au-delà du Hamas, qui s'en plaint régulièrement, le premier ministre qatari a jugé, à l'issue de sa rencontre avec le secrétaire d'État états-unien Marco Rubio, le 17 décembre, qu'elles « *menacent l'ensemble de l'accord* ».

Washington a même estimé que l'assassinat de Raed Saad, samedi 13 décembre, constituait une violation du cessez-le-feu. L'homme était pourtant le numéro deux des brigades Ezzedine Al-Qassam, la branche armée du Hamas, et Israël a présenté son raid comme des représailles. La frappe de drone sur la voiture dans laquelle Raed Saad circulait a tué trois autres personnes et fait vingt-cinq blessés. Selon le média états-unien Axios, la missive envoyée par la Maison-Blanche à Benyamin Nétanyahou était tout sauf amène : « *Si vous voulez ruiner votre réputation et montrer que vous ne*

respectez pas vos engagements, libre à vous, mais nous ne vous laisserons pas ruiner la réputation du président Trump après qu'il a négocié l'accord à Gaza. »

« *Chaque nuit, nous entendons les bombardements [...] derrière la ligne jaune, mais aussi ici, dans ce qu'ils appellent une zone sûre.* »

Ayham Loubbad

Cet accord, peu précis, prévoit dans sa deuxième phase le retrait de l'armée israélienne. Mais le doute saisit les Gazaoui·es. Pour l'instant, elles et ils disposent encore de 53 % de leur territoire, coupé en deux dans la longueur par une « ligne jaune » matérialisée par des blocs de béton peints en jaune posés ici et là. Celles et ceux qui vivaient à l'est de cette ligne ont dû aller rejoindre les habitant·es qui s'entassaient déjà à l'ouest, aggravant la surpopulation.

Ayham Loubbad est retourné dans sa maison, partiellement détruite, du quartier de Zeitoun. Elle se trouve tout près des blocs de béton jaunes qui séparent la vie, aussi dure soit-elle, de la mort certaine.

« *Depuis mon toit, je peux voir les sites militaires de l'autre côté, raconte-t-il. Chaque nuit, nous entendons les bombardements et les frappes aériennes derrière la ligne jaune, mais aussi ici, dans ce qu'ils appellent une zone sûre, alors qu'il n'y a toujours aucune zone sûre.* »

Ayham Loubbad ne sait pas ce qui se passe de l'autre côté de la ligne jaune, sinon que les engins de démolition s'y acharnent toujours. Il sait en revanche qu'elle avance vers l'ouest, vers la mer, grignotant presque ni vu ni connu cette fameuse « zone sûre » qui ne l'est pas.

De nouveaux déplacements de population

Selon l'accord de cessez-le-feu, cette ligne marque le premier retrait de l'armée israélienne. Deux autres doivent suivre. Mais le chef d'état-major, Eyal Zamir, a assuré le 7 décembre que cette « ligne jaune » constituait « *une nouvelle frontière, une ligne de défense avancée pour les localités [israéliennes] et une ligne d'attaque* ».

« *Presque chaque jour, cette zone interdite s'étend et le contrôle s'intensifie. Les Israéliens déplacent les blocs, assure Amjad al-Shawa. Ils les déplacent sous les tirs*

d'artillerie, sous les bombardements, en utilisant ces robots pour faire exploser les quartiers. Les gens se déplacent donc à nouveau vers d'autres zones. Cela concerne des centaines de familles. »

Encore des centaines de personnes déplacées, sans nulle part où aller, et d'autres qui cherchent désespérément les corps de leurs proches ensevelis sous les décombres des bâtiments bombardés, parfois depuis plus de deux ans. Mais sans engins de terrassement adaptés, ce travail-là avance lentement, à telle enseigne que chaque dépouille retrouvée est presque une victoire.

« La défense civile fait tout son possible pour sortir les corps, avec ses propres moyens, mais aucune machine lourde n'est officiellement autorisée à entrer à Gaza pour commencer à ouvrir la route ou sortir les corps ou quoi que ce soit, constate Ayham Loubbad. Encore une fois, les corps palestiniens valent moins que les corps israéliens. »

D'autant qu'une des urgences est le déminage. Des tonnes d'engins explosifs non explosés jonchent les ruines et les rues. *« Tous les jours, nos centres de soins reçoivent de nombreux blessés et des morts à cause d'eux », assure Amjad al-Shawa.*

Des engins de terrassement sont effectivement entrés dans l'enclave, fournis par l'Égypte et autorisés par Tel-Aviv. Mais leur seul objet est de retrouver les dépouilles des otages israéliens. *« Vu la surveillance permanente que*

les Israéliens effectuent, personne ne se risquerait à les utiliser pour fouiller les décombres pour retrouver des Palestiniens », affirme un acteur international qui a demandé l'anonymat.

Ces engins cherchent toujours la dépouille de Rani Gvili, la dernière encore dans la bande de Gaza. Sa découverte, entravée par les conditions chaotiques après la tempête Byron, et sa remise à Israël devraient clore la première phase et ouvrir la deuxième, très floue elle aussi.

« Les Israéliens nous autorisent la nourriture, mais ils ne nous rendent ni nos morts ni nos vies, soupire Ayham Loubbad. La guerre sanglante est peut-être terminée, mais une autre commence, aussi en nous-mêmes. Pendant deux ans, nous avons enfoui nos sentiments sous l'urgence de survivre. Maintenant, nous avons le temps de réfléchir à tout ce qui nous arrive. À nos pertes et à la réalité dans laquelle nous vivons en ce moment. J'ai l'impression que tous nos sentiments des deux dernières années étaient gelés. Et maintenant, ils sont de retour. »

Au bout du fil, la voix d'Ayham se fait petite, un peu hésitante. *« J'ai le sentiment terrible d'avoir perdu mon père et mon frère aujourd'hui. Alors qu'ils ont été tués il y a deux ans. »*

Gwenaelle Lenoir